



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

30/01/2024

Attal au Parlement : Tout va mal pour les salariés et pas pour les patrons, on continue et on accélère!

Le discours de politique général du nouveau premier ministre était attendu surtout dans un contexte de crise ouverte dans le secteur agricole, rejoignant le mécontentement des salariés sur les salaires, l'emploi et les conditions de travail, le tout sur fond d'une dégradation de la situation économique et d'une exacerbation des conflits dans un monde où la guerre prend le pas sur la paix.

Comme d'habitude, les animateurs du théâtre politicien, celui qui masque la vraie nature des enjeux de classe des décisions économiques et politiques, se sont répandus en hypothèses et supputations pour nous faire appréhender les objectifs du changement de gouvernement que l'on peut résumer en une phrase : regagner les couches moyennes et faire reculer le Rassemblement National en sublimant la *valeur travail*, la *famille censée donner aujourd'hui plus d'enfant et la Patrie dont nous devons redonner goût à une jeunesse qui elle aspire à vivre librement et de son travail!* Beau programme en effet pour faire *reculer* ceux, le RN, que l'on met en scène pour qu'aspirant le légitime mécontentement, ils puissent continuer et approfondir la politique du capital^[1].

Pour notre part, nous n'avons aucune illusion et dans notre Communistes-hebdo de la semaine dernière nous affirmions : "*Le changement de gouvernement ne changera rien*"^[2]. Il est donc venu le jeune et séillant Gabriel Attal au Parlement, il a parlé vite, sur un ton saccadé et il a balayé le spectre des problèmes auxquels nous sommes confrontés en oubliant pourquoi après des décennies où lui et ses semblables de *gauche* et de *droite* ont servi les intérêts du grand capital, nous en sommes rendus là. Oiseau innocent qui vient de naître utilisant le temps grammatical du futur, il a de fait annoncé que non seulement le pouvoir allait continuer dans ce sens mais accélérer encore le détricotage de tout ce que les salariés ont conquis contre ses commanditaires que sont les patrons des grandes entreprises monopolistes.

Le constat est donc sans appel : notre jugement était juste. Attal est bien à sa place et il n'y a rien à en attendre. Impasse totale sur l'hôpital public, rien sur le budget alors que des milliards manquent, que le système de santé est en train de s'effondrer ; face à la crise du logement, Attal a annoncé « *un choc d'offre* », *premier objectif* : « *créer 30 000 nouveaux logements d'ici trois ans* » tout en vidant de son contenu la loi solidarité et renouvellement urbain dite loi SRU^[3].

Les quelques moments où il fut précis, ce sont ceux où il s'est attaqué aux chômeurs en fin de droits, à tous ceux qui dans la misère survivent du RSA et qui pour quelques centaines d'euros devront donc travailler quasi gratuitement, quand il a annoncé la révision des règles de l'assurance chômage en basculant l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) au RSA privant ainsi les allocataires de la validation de trimestre pour la retraite « *nous considérons que la retraite doit être le fruit du travail* », le moment où il s'est attaqué au statut de la fonction publique, la moment où sous prétexte de *désmédicalisation*, il a ouvert les vannes de nouvelles exonérations patronales qui vont encore affaiblir le socle des retraites et de la protection sociale. Tout cela se résume en une phrase : *réduire les droits des salariés et des chômeurs au profit des capitalistes!*

Au plan de la politique étrangère Le discours n'a pas varié d'un *iota* : La France demeure un pilier de l'Europe capitaliste et vassale de l'impérialisme états-unien.

Si les gouvernements changent, la réalité de la lutte des classes demeure, c'est ce que nous continuons d'affirmer. Organiser, développer la lutte est la seule voie pour que ceux qui vivent de leur travail, la jeunesse, les retraités obtiennent satisfaction à leurs justes revendications. C'est pourquoi, nous participons et appuyons ces luttes et nous travaillons à leur donner un sens : celui de mettre fin au système d'exploitation capitaliste et de construire une société de liberté, de coopération des producteurs et des peuples, une société respectueuse de leurs droits fondamentaux et de la nature, une société socialiste.

^[1] Comme en Italie où Giorgia Meloni est arrivée au pouvoir avec un parti politique aux racines néo-fascistes, elle mène une politique intérieure fidèle à ses valeurs. Elle avait fait la promesse de fustiger l'Europe, il ne reste plus de trace des positions souverainistes qu'elle prônait avant de devenir la première femme Premier ministre d'Italie et elle est entièrement au service du capital dans la continuité de celle menée par Mario Draghi.

^[2] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/2621-les-gouvernements-changent-la-realite-de-la-lutte-des-classes-demeure>

^[3] Loi SRU : Elle impose aux communes importantes de plus de 1 500 habitants en Île-de-France, et plus de 3.500 habitants pour les autres régions, qui sont comprises dans une agglomération de plus de 50.000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15.000 habitants, de disposer d'au moins 20 % de logements sociaux. Ce taux est porté à 25 % par la loi du relative à la mobilisation du foncier public en faveur